

# DICTIONNAIRE DU DROIT PRIVE

par Serge Braudo  
Conseiller honoraire à la Cour d'appel de Versailles

 RECHERCHE

ORALITE (DEBATS) DEFINITION  
Dictionnaire juridique

## Définition de Oralité (débat)

en partenariat avec  
Baumann Avocats  
Droit Informatique

L'"oralité" caractérise les procédures qui se déroulent par des échanges verbaux à la Barre du Tribunal.

La procédure orale se justifiait naguère parce qu'elle avait été instituée pour le règlement des petites affaires qui étaient supposées ne pas faire l'objet d'une voie de recours. Depuis quelques années, l'encombrement des Tribunaux avaient amené le législateur à attribuer de plus en plus d' affaires aux Tribunaux d'instance qui ont maintenant disparu avec la création des "Tribunaux judiciaires".

L'oralité est supposée apporter plus de célérité dans le déroulement des procédures mais la pratique montre qu'elle présente maints inconvénients que le Décret n°2010-1165 du 1er octobre 2010 relatif à la conciliation et à la procédure orale en matière civile, commerciale et sociale s'est efforcé d'atténuer. En fait donc les avocats ont pris l'habitude, même lorsque la procédure est orale de déposer à l'audience des conclusions après qu'ils les aient communiquées d'abord à leur client, par souci louable d'information et pour éviter ultérieurement tout conflit avec ce dernier, puis au conseil de l'adversaire de leur client après qu'ils y aient apporté les modifications. que ce dernier a quelquefois exigé.

On reproche donc à la procédure orale de ne pas permettre de vérifier a posteriori si les pièces produites au cours des débats ont fait l'objet d'un débat contradictoire. C'est dans ce cadre que la Cour de cassation a jugé (2ème CIV. - 11 janvier 2006 - BICC 638 du 15 avril 2006) que la procédure sans représentation obligatoire applicable, par exemple, en matière de surendettement étant une procédure orale, les pièces versées aux débats par une partie comparante sont réputées, sauf preuve contraire, avoir été débattues contradictoirement.

Des commerçants s'estimant victimes d'un concert frauduleux ayant eu pour effet de diluer leur participation au capital d'une société, ont assigné une entreprise devant un tribunal de commerce. Le tribunal ayant retenu sa compétence, trois contredits ont été formés par les défendeurs. Pour déclarer ces contredits sur la compétence recevables l'arrêt a retenu que, l'exception ayant été soulevée oralement avant toute défense au fond alors que le tribunal n'avait pas dispensé les parties de comparaître, les demanderessees au contredit étaient mal fondées à invoquer les dispositions de l'article 446-4 du code de procédure civile. La Cour de cassation a estimé qu'en en statuant ainsi, sans rechercher si le juge n'avait pas organisé les échanges écrits entre les parties conformément au dispositif de mise en état de la procédure orale prévu par l'article 446-2 du code de procédure civile, ce qui aurait rendu l'article 446-4 applicable, peu important que les parties aient été ou non dispensées de comparaître, la Cour d'appel a privé sa décision de base légale au regard du texte susvisé (2e Chambre civile 22 juin 2017, pourvoi : 16-17118, BICC n°873 du 15 décembre 2017 et Legifrance). Consulter les commentaires de Madame Corinne Blery et de M. Jean-Paul Teboul, D. 2017, p.1588.

### Textes

- Code de procédure civile, Articles 84 et 85, 792, 843, 847-1, 853, 882, 892, 1161 et 1163.
- Code de la Sécurité sociale, Articles R142-28.
- Code du travail, Article R517-9.
- Code du domaine de l'Etat, Article R162.
- Décret n°92-755 du 31 juillet 1992 modifié instituant de nouvelles règles relatives aux procédures civiles d'exécution pour l'application de la loi n°91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, notamment ses articles 13 et 14 ;

### Bibliographie

- Cadiet (L.), Droit judiciaire privé, 2ème éd, Paris, Litec, 1998.
- Estoup (P) et Martin (G.), La Pratique des procédures rapides : référés, ordonnances sur requête, procédures d'injonction, Paris, Litec, 1990.
- Flour (J.), Institutions judiciaires et droit civil, Paris, éd. Les cours de droit, 1959/60.
- Larguier (J.), Procédure civile, droit judiciaire privé, 16e éd, Paris, Dalloz, 1998.
- Perdriau (A.), Voies de recours possibles ou interdites à l'encontre des ordonnances des juges-commissaires, Sem. jur. E. A, n°28, 11 juillet 2002, Jurisprudence, 1081, p. 1199-1200.
- Perrot (R.), Cours de droit judiciaire privé, Paris, éd. Les Cours de Droit, 1967-1968.
- Perrot (R.), Procédures civiles d'exécution, Paris, Dalloz, 2000.
- Vibert (A.) et autres, L'éloquence judiciaire : Préceptes et pratiques, Grandes plaidoiries passées et contemporaines, Jurisclasseur, 2003.

list

not

abr

cou

## DICTIONNAIRE DU DROIT PRIVÉ

par Serge Braudo  
Conseiller honoraire à la Cour d'appel de Versailles

 RECHERCHE

AUDIENCE DEFINITION  
Dictionnaire juridique

### Définition de Audience

en partenariat avec  
Baumann Avocats  
Droit informatique

L'"audience" est le moment de la procédure au cours duquel le juge, lorsque la procédure est "à juge unique" ou le tribunal, lorsque la cause est entendue par une formation collégiale, entend les parties et/ou leurs conseils (avocats, représentant légal ou mandataires ad\_hoc) en leurs observations orales. Le Procureur de la République ou l'un de ses Substituts peut assister à toutes les audiences, même à celles qui sont tenues par les juridictions spécialisées de son ressort (art L311-15 du Code de l'organisation judiciaire) en fait, il ne se fait représenter aux audiences civiles que dans le cas où la cause est "communicable".

L'audience est la formalité procédurale par laquelle une affaire est fixée à l'audience de la Chambre de la juridiction qui en est saisie. Lorsque les services du Greffe de cette juridiction l'ont fixée au rôle : on dit qu'elle est "audiencée".

C'est le Président de la juridiction qui après avoir pris l'avis de l'assemblée générale des magistrats du siège fixe par ordonnance le nombre, le jour et la nature des audiences de sa juridiction. En cas d'urgence, il peut autoriser la tenue d'audiences supplémentaires. La Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice prévoit qu'en matière civile à l'initiative des parties lorsqu'elles en sont expressément d'accord, la possibilité de procéder à des jugements sans audience : dans ce cas, la procédure est exclusivement écrite.

Le tribunal judiciaire connaît à juge unique des matières énumérées par l'article R212-8 du Code de l'organisation judiciaire résultant du Décret n°2019-912 du 30 août 2019 - art. 1.

Les audiences sont publiques à l'exception de celles qui ont lieu en "Chambre du conseil". Les audiences se déroulent en conformité avec les dispositions des articles 432 et suivants du Code de Procédure civile. Les parties et leurs conseils sont tenus au devoir de réserve et pour faire respecter cette obligation, le magistrat qui préside l'audience dispose d'un pouvoir de police. Un huissier de justice assiste, en principe, aux audiences du Tribunal de grande instance et à celles du Tribunal d'instance.

Toutes les affaires ne sont pas appelées devant une formation collégiale, ainsi, devant le tribunal de grande instance, les audiences du Juge des référés, celles du Juges de l'Exécution, celles du Juge de la famille, les audiences d'enquêtes et les audiences du Tribunal d'instance mais aussi, celles qui ont lieu sous la présidence du Juge des Tutelles, se déroulent à "juge unique". Enfin devant le Tribunal de grande instance, comme devant la Cour d'appel, lorsque les représentants des parties ne s'y opposent pas, l'affaire peut être entendue par un seul magistrat qui en fait rapport à la formation collégiale au cours du délibéré.

Le tribunal judiciaire connaît à juge unique des affaires énumérées par l'article R212-8 du Code de l'Organisation judiciaire, résultant du Décret n°2019-912 du 30 août 2019.

Les audiences se tiennent au "Palais de justice", mais il existe des cas où afin de rapprocher la justice du justiciable, les juges tiennent des "audiences foraines" dans des bâtiments publics (écoles, Mairies) c'est notamment le cas dans les Circonscriptions judiciaires Outre Mer. En matière civile, depuis la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007 sur la simplification du Droit, les audiences devant les juridictions judiciaires peuvent, par décision du président de la formation de jugement, d'office ou à la demande d'une partie, et avec le consentement de l'ensemble des parties, se dérouler dans plusieurs salles d'audience reliées directement par un moyen de télécommunication audiovisuelle garantissant la confidentialité de la transmission.

En certaines occasion les juges des Cours et des Tribunaux, se réunissent en audiences solennelles. Les magistrats des Cours y portent la robe rouge, un chapeau, une ceinture et des gants, tandis que les magistrats des tribunaux de grande instance et ceux des tribunaux d'instance conservent la robe noire dite "costume d'audience". En revanche, pendant les audiences solennelles ils portent aussi un chapeau, une cravatte blanche plissée et devant la Cour de cassation les magistrats portent une cravatte blanche en dentelle, une ceinture et des gants blancs. Les audiences dites solennelles sont en nombre restreint. Une audience solennelle est tenue chaque année pendant la première quinzaine du mois de janvier. L'installation des magistrats du siège et du parquet a lieu, en audience solennelle, devant une ou deux chambres du tribunal de grande instance. Toutefois, le président et le procureur de la République sont installés devant toutes les chambres du tribunal de grande instance. Après cassation d'un arrêt en matière civile, le premier président, d'office ou à la demande des parties, renvoie l'affaire à l'audience solennelle.

Voir aussi "Débats", "Feuille d'audience" et Collégialité.

Le verbe "audiencer" signifie inscrire une affaire au rôle d'une audience. Le service du Greffe chargé de répartir et de placer les affaires au "rôle" des audiences est le "Service de l'audience". Dans les grands tribunaux il existe un tel service pour chacune des Chambres ou pour un groupe de Chambres selon le type d'affaires (affaires civiles, affaires sociales, affaires correctionnelles...).

- Code de procédure civile, Articles 22, 430 et s.
- Code de l'organisation judiciaire, Articles L121-4, R212-5 et R711-2.
- n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice.

#### Bibliographie

- Averseing, Rapport de la Cour de cassation 1989, La Documentation française, 1990,179.
- Bergel, Juridiction gracieuse en matière contentieuse, Dalloz 1983, chr.165.
- Estoup, La mise en oeuvre de l'art. 450, Dalloz 1985, chr.163.
- Kayser, Le principe de la publicité de la Justice dans la procédure civile, Mélanges Hebraud, 1981, 501.
- Lindon (R.), A propos de la publicité des débats, JCP 1968, I, 2190.
- Wiedercker, Droit de la défense et procédure civile, Dalloz 1978, Chr.36.

**Annex A3**

# RECHTSWÖRTERBUCH

Begründet von

**DR. CARL CREIFELDS**

Senatsrat a. D., München

Herausgegeben von

**PROF. DR. JUR. H. C. HANS KAUFFMANN**

Ministerialdirigent und Leiter des  
Bayerischen Landesjustizprüfungsamtes a. D.  
München

Bearbeiter

**DR. DIETER GUNTZ**

Vorsitzender Richter  
am  
Oberlandesgericht, München

**PAUL HENSSLER**

Steuerberater, Leiter der  
Akademie für Wirtschaftsberatung  
Bad Herrenalb

**PROF. DR. JUR. H. C. HANS KAUFFMANN**

Ministerialdirigent und  
Leiter des Bayerischen Landesjustiz-  
prüfungsamtes a. D., München

**PROF. FRIEDRICH QUACK**

Richter am  
Bundesgerichtshof, Karlsruhe

**HEINZ STRÖER**

Ministerialdirektor a. D.,  
München

**WALTER WEIDENKAFF**

Vorsitzender Richter am  
Landgericht München I

Elfte, neubearbeitete Auflage



C. H. BECK'SCHE VERLAGSBUCHHANDLUNG  
MÜNCHEN 1992

## Vorwort zur 11. Auflage

Die Rechtsentwicklung seit dem Abschluß der Voraufgabe im Herbst 1989 war geprägt von der Wiedervereinigung Deutschlands und der umfangreichen Gesetzgebung zum Ende der 11. Legislaturperiode im Jahr 1990. Der Einigungsvertrag und weitere Fragen der Rechtsvereinheitlichung wie auch die neuen Gesetze auf Gebieten wie Adoptionsvermittlung, Ausländerrecht, Betreuungsrecht, Embryonenschutz, Gentechnik, Kinder- und Jugendhilfe, Kreditvertrag, Produkthaftung und im Umweltrecht bilden daher Schwerpunkte der 11. Auflage. Insgesamt wurden an die 300 Stichwörter neu eingefügt und weit über 1000 Änderungen und Ergänzungen vorgenommen. Umsomehr haben sich die Verfasser bemüht, durch Beschränkung auf das Wesentliche den Charakter eines besonders handlichen Nachschlagewerkes zu wahren.

Dr. Lutz Meyer-Goßner, Richter am Bundesgerichtshof, Herausgeber der 9. und 10. Auflage, hat sich anderen schriftstellerischen Aufgaben im Verlag zugewandt und ist als Mitautor und Herausgeber ausgeschieden. Die von ihm bearbeiteten Rechtsgebiete hat Walter Weidenkaff, Vorsitzender Richter am Landgericht München I, übernommen. Neuer Herausgeber des Buches ist Prof. Dr. h. c. Hans Kauffmann, Ministerialdirigent im Bayerischen Staatsministerium der Justiz und Leiter des Landesjustizprüfungsamtes a. D., der schon seit dem Erscheinen des Rechtswörterbuches verschiedene Rechtsgebiete betreut hat.

Möge die Neuauflage den Benutzern in den alten wie auch den neuen Ländern ein guter Begleiter sein.

München, im Oktober 1991

Verlag und Herausgeber

Die Deutsche Bibliothek -- CIP-Einheitsaufnahme

*Rechtswörterbuch* / begr. von Carl Creifelds. Hrsg. von Hans Kauffmann. Bearb.: Dieter Guntz . . . -  
11., neubearb. Aufl. - München : Beck, 1992  
ISBN 3 406 35830 6  
NE: Kauffmann, Hans [Hrsg.]; Guntz, Dieter [Bearb.];  
Creifelds, Carl: Rechtswörterbuch

ISBN 3 406 35830 6

© 1992 C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung  
(Oscar Beck) München

Druck der C. H. Beck'schen Buchdruckerei Nördlingen  
Gedruckt auf alterungsbeständigem (säurefreiem) Papier  
gemäß der ANSI-Norm für Bibliotheken

**Motivbündel** ist strafrechtlich die Häufung von Tatmotiven, die zu unterschiedlichen Rechtsfolgen führen, z. B. Tötung auf Verlangen (StGB § 216), aber zugleich aus Habgier oder Geschlechtslust (§ 211). Für die Rechtsanwendung entscheidet das im Einzelfall überwiegende Antriebsmotiv (BGHSt. 13, 138, 140).

**Motivirrtum** → Anfechtung von Willenserklärungen.

**Motorräder** → Krafträder, Kleinkraft-  
räder, Fahrerlaubnis, Zulassung von Kraftfahrzeugen.

**motu proprio** (lat. „aus eigenem Antrieb“; auch subst. *Motuproprio*) werden Erlasse des → Papstes genannt, die seiner freien Initiative entspringen, also nicht durch Berichte oder Anfragen Dritter veranlaßt sind (Gegensatz: Reskript).

**Müll** → Abfälle.

**Müllverbrennung** → Abfallverbrennung.

**Multilaterale Abkommen** sind mehrseitige → völkerrechtliche Verträge (im Gegensatz zu bilateralen, d. h. zweiseitigen Abkommen).

**Multiplarastrafen** sind Geldstrafen oder Nebenstrafen, die aus dem Mehrfachen eines bestimmten Betrages bestehen (z. B. bei Hinterziehung von Porto das Vierfache, § 27 PostG a. F., von Lotteriesteuer das Fünffache, § 23 Rennw-LottG a. F.). Sie finden sich in neueren Gesetzen nicht mehr, weil sie dem → Schuldgrundsatz widersprechen. Über die Umrechnung der M. als Höchststrafe s. Art. 12 II EGSStGB 1974.

**Münchener Abkommen** wird das am 29. 9. 1938 in München zwischen Deutschland, Großbritannien, Frankreich und Italien geschlossene Abkommen zur Lösung der deutsch-tschechoslowakischen Krise genannt. Inhalt des Abkommens war die Abtretung des Sudetenlandes durch die (an den Verhandlungen nicht beteiligte) Tschechoslowakei. Das M. A. belastete lange die Beziehungen zwischen BRep. und Tschechoslowakei wegen der Streitfrage, ob es von Anfang an (ex tunc) ungültig oder nur nicht mehr gültig ist. Der Vertrag vom 11. 12. 1973 (BGBl. 1974 II

989) geht von der Nichtigkeit des M. A. aus, läßt aber die Wirkungen unberührt, die sich für natürliche u. jur. Personen aus dem in der Zeit vom 30. 9. 1938 bis 9. 5. 1945 angewendeten Recht ergeben haben.

**Mündel** ist eine unter → Vormundschaft stehende Person.

**Mündelgeld.** Der → Vormund hat das zum Mündelvermögen gehörende Geld *mündelsicher* anzulegen (§§ 1806 ff. BGB). Das M. ist danach, sofern das Vormundschaftsgericht nicht aus wirtschaftlichen Erwägungen eine andere Art der Anlegung gestattet hat, verzinslich in inländischen Hypothekendarlehen, Pfandbriefen, Wertpapieren und Schuldverschreibungen öffentlicher Körperschaften oder sonst für geeignet erklärter Kreditanstalten, ferner bei einer inländischen öffentlichen Sparkasse oder einem anderen Kreditinstitut, das einer für die Anlage ausreichenden Sicherheitseinrichtung angehört, anzulegen (§ 1807 BGB). Ist ein → Gegenvormund bestellt, so ist dessen Genehmigung für die Anlegung von M. erforderlich (s. aber befreite Vormundschaft). Ist das Jugendamt Vormund oder Gegenvormund, so ist die Anlegung von M. auch bei der Körperschaft zulässig, bei der das Jugendamt errichtet ist (§ 1805 S. 2 BGB). Über Forderungen, Rechte und Wertpapiere des Mündels kann der Vormund, sofern nicht eine Genehmigung des Vormundschaftsgerichts erforderlich ist (§§ 1821, 1822 BGB, → Vormund), gleichfalls nur mit Genehmigung eines etwaigen Gegenvormunds verfügen; das gleiche gilt für eine entsprechende Verpflichtung (§§ 1812 ff. BGB). → Inhaberpapiere sind stets, andere Wertpapiere auf Verlangen des Vormundschaftsgerichts bei einer geeigneten Hinterlegungsstelle oder Bank mit Sperrvermerk zu hinterlegen; über sie kann der Vormund nur mit Genehmigung des Vormundschaftsgerichts verfügen bzw. sich verpflichten (§§ 1814 ff. BGB).

**Mündelsicherheit** → Mündelgeld.

**Mündelvermögen** → Mündelgeld, Vormund.

**Mündigkeit** → Ehefähigkeit, Strafmündigkeit; s. a. Volljährigkeit.

**Mündliche Verhandlung** ist die Verhandlung, die vor dem Gericht bei Anwesenheit der Beteiligten durch mündlichen Vortrag (wenn auch aufgrund vorbereitender Schriftsätze) durchgeführt wird. Sie ist in den meisten Verfahrensordnungen für das → Urteilsverfahren als gesetzliche Regel vorgesehen (→ Mündlichkeitsgrundsatz), im übrigen in das Ermessen des Gerichts gestellt. Im Zivilprozeß soll nach dem → Konzentrationsgrundsatz und zur Beschleunigung des Verfahrens der Rechtsstreit grdsztl. in einem durch Aufklärung zur Ergänzung des Parteivorbringens, Ladung von Zeugen usw. vorbereiteten *Haupttermin* erledigt werden (§§ 272, 273, 358a ZPO; ebenso für das → Verwaltungsstreitverfahren §§ 87 ff. VwGO). Der Vorsitzende bestimmt deshalb einen *frühen ersten Termin* (§ 275 ZPO) nur dort, wo eine rasche Erledigung geboten und möglich erscheint; sonst findet ein *schriftliches Vorverfahren* statt (§ 276 ZPO). Das Gericht soll in jeder Lage des Verfahrens auf gütliche Beilegung des Rechtsstreits hinwirken (§ 279 ZPO; → Sühneverfahren); hieran schließt sich die streitige m. V. an. Die m. V. findet in einer Sitzung des Gerichts statt, über die eine Niederschrift (→ Verhandlungsprotokoll) erstellt wird. Im Strafprozeß entspricht der m. V. die → Hauptverhandlung. Im förmlichen → Verwaltungsverfahren entscheidet die Behörde grundsätzlich nach m. V. (§ 67 I VwVfG; Ausnahmen § 67 II). Nähere Vorschriften (u. a. über Zeugen und Sachverständige, Verlauf der m. V., Entscheidung und deren Anfechtung) enthalten die §§ 63 ff. VwVfG. Für das → Verwaltungsstreitverfahren s. dort (4, 5, 10).

**Mündlichkeitsgrundsatz** bedeutet, daß vor dem Gericht mündlich verhandelt werden muß und nur das mündlich Verhandelte der Entscheidung zugrundegelegt werden darf. Die meisten Verfahrensordnungen schreiben Mündlichkeit als Grundsatz ausdrücklich vor (§ 128 I ZPO, § 46 II ArbGG, § 101 VwGO, § 90 I FGO, § 124 I SGG), lassen aber in weitem Umfang → schriftliches Verfahren, insbes. für Nebenentscheidungen, zu. Am strengsten ist der M. im Strafprozeß in der für den Re-

gelfall vorgeschriebenen → Hauptverhandlung gewahrt.

**Munition** → Waffen; s. a. → Kriegswaffen.

**Munt.** Im germanischen Recht war die M. ein personales Herrschafts-, Schutz- und Vertretungsverhältnis. Sie stand namentlich dem Hausherrn über die Ehefrau, die dem Haushalt angehörenden Kinder und das freie Gesinde zu (die Unfreien unterstanden dagegen der → Gewere). Mit dem wachsenden Einfluß der Staatsgewalt wurde der Bereich der M., der ursprünglich sogar die Gerichtsbarkeit innerhalb der Sippe umfaßte, zunehmend zurückgedrängt; doch hat die Hausgerichtsbarkeit der Könige gegenüber den Angehörigen des Königshauses verhältnismäßig lange bestanden. Auch Kaufleute konnten unter der M. und damit unter dem Schutz des Königs stehen. Ebenso konnten Jungmannen unter die M. des Königs, Herzogs usw. treten, von dem sie verpflegt und ausgerüstet wurden. Weitere Formen der M. bestanden in der Schutzherrschaft über Waisen, Geistesranke usw.

**Muntbruch** → Kindesentziehung.

**Münzfälschung** → Geld- und Wertzeichenfälschung.

**Münzhoheit** → Münzwesen.

**Münzwesen.** Münzen sind geprägte Metallgeldstücke (s. auch Geld, Banknote). Man unterscheidet Kurantmünzen bei vollwertiger Ausprägung und → Scheidemünzen, wenn der Metallwert unter dem Nennwert liegt. Das Recht, Münzen auszuprägen (*Münzregal*), kann vom Staat verliehen werden, der die Münzhoheit besitzt. In der BRep. gehört das Geld- und Münzwesen zur ausschließlichen Gesetzgebungszuständigkeit des Bundes (Art. 73 Nr. 4 GG). Die Münzen werden im Auftrag und für Rechnung des Bundes in den Münzstätten München, Stuttgart, Karlsruhe und Hamburg ausgeprägt und durch die Bundesbank nach Maßgabe des Verkehrsbedarfs in Umlauf gesetzt. Der *Münzgewinn* aus der Ausprägung von Scheidemünzen (Differenz zwischen Herstellungskosten und Nennwert) fließt dem Bundeshaushalt zu. Die Nachprägung von

# DUDEN OXFORD

## Großwörterbuch Englisch

Deutsch - Englisch  
Englisch - Deutsch

2., neu bearbeitete Auflage  
Herausgegeben von der Dudenredaktion  
und Oxford University Press

**DUDENVERLAG**  
Mannheim · Leipzig · Wien · Zürich

sound effects; ~los 1 Adj. silent; noiseless; 2 adv. (A) silently; without a sound; noiselessly; (B) (fig. ugs.: ohne Aufsehen) without [any] fuss; quietly; ~losigkeit die; ~ quietness; noiselessness; ~pegel der noise level; ~voll 1 Adj. noisy; 2 adv. noisily

Geräusper /gə'ry:spɛ/ das; ~s noise of throat-clearing

gerben /'gɛrbn/ tr. V. tan (hides, skins); von Wind und Wetter geerbte Haut (fig.) skin tanned by wind and sun

Gerber der; ~s, ~i tanner

Gerbera /'gɛbɛrə/ die; ~, ~[s] gerbera

Gerberei die; ~, ~en (A) tannery; (B) (das Gerben) tanning

Gerberin die; ~, ~nen → Gerber

Gerber-lohe die tanning bark

Gerbung die; ~, ~en tanning

gerecht 1 Adj. (A) just (verdict, punishment); (unparteilich) just; fair; ein ~er Richter/Lehrer an impartial judge/a just teacher; ~ gegen jmdn. sein be fair or just to sb.; eine ~e Sache a just cause; ~er Zorn righteous anger; jmdm./einer Sache ~ werden do justice to sb./sth.; einer Aufgabe/der Belastung ~ werden cope with a task/the strain; (B) (bibl.) der ~e Gott our righteous Lord; die Gerechten the righteous. 2 adv. justly; (judge, treat) fairly

gerecht Adj. (A) (passend) kind~/behinderten suitable for children/the disabled postpos.; umwelt~: harmless to the environment postpos.; (B) (entsprechend) protokoll~: in accordance with protocol postpos.; leistung~: productivity- or output-related

gerechterweise Adv. in [all] fairness; to be fair

gerechtfertigt 1 2. Part. u. rechtfertigen. 2 Adj. justified

Gerechtigkeit die; ~ (A) justice; ~ üben (geh.) act justly; be just; jmdm. ~ widerfahren lassen (geh.) treat sb. justly; um der ~ willen in order that justice be done; (B) (Recht) die ~ nimmt ihren Lauf the law takes its course; (C) (christl. Rel.) die ~ Gottes the righteousness of God; (D) (geh.: Justiz) jmdn. den Händen der ~ übergeben hand sb. over to be dealt with by the courts

gerechtigkeits-, Gerechtigkeits- ~fanatiker der, ~fanatikerin die stickler for the law; ~fimmel der (ugs. abwertend) exaggerated concern for justice; ~gefühl das sense of justice; ~liebend Adj. ~liebend sein have a love of justice; ein ~liebender Mensch a person with a love of justice; ~sinn der sense of justice

Gerede das; ~s (abwertend) (A) (ugs.) talk; das ewige ~ darüber ändert doch nichts talking about it all the time won't change anything; (B) (Klatsch) gossip; jmdn. ins ~ bringen bring sb. into disrepute; ins ~ kommen get into disrepute

gerregelt 1 2. Part. u. regeln. 2 Adj. regular, steady [job]; orderly, well-ordered (Hö); ~er Katalysator computer-controlled catalytic converter

gerrechen tr. V. (geh.) jmdm. zur Ehre/zum Vorteil ~; redound to sb.'s honour or credit/advantage

gerreift 1 2. Part. u. reifen. 2 Adj. mature; sie ist jetzt geistig ~; she has now matured as a person

gerreizt 1 2. Part. u. reizen. 2 Adj. irritable; touchy. 3 adv. irritably; ~ reagieren react angrily; ~ lächeln smile wearily

Gerreiztheit die; ~ irritability; touchiness

Gerrenne /gɛ'rɛnə/ das; ~s (ugs.) running or racing about

gerrenen tr. V. (geh. veralt.) sein Zornesausbruch gereute ihn he regretted his angry outburst; (umpers.) es gereute ihn, dass ... he regretted that ...; es gereute ihn he was sorry

Geriatler /gɛ'ri:tə/ der; ~s, ~, Geriatlerin die; ~, ~nen ▶ 1591 (Med.) geriatrician; geriatrist

Geriatric die; ~: geriatrics sing., no art.

geriatrisch Adj. geriatric

Gericht¹ /gɛ'ri:çt/ das; ~[e]s, ~e (A) (Institution) court; jmdn. dem ~ od. den ~en übergeben od. ausliefern hand sb. over to be dealt with by the courts; jmdn. vor ~ laden od. zitieren summon sb. to appear in court; vor ~ erscheinen/aussagen appear/testify in court; vor ~ stehen be on or stand trial; mit einem Fall vor ~ gehen take a case to court; (B) (Richter) bench; Höhes ~! Your Honour!; das ~ zieht sich zur Beratung zurück the bench retires for discussion; (C) (Gebäude) court [house]; (D) in das jüngste od. Letzte ~ (Rel.) the Last Judgement; mit jmdm. [hart od. scharf] ins ~ gehen (zurechtweisen) take sb. [severely] to task; (bestrafen) punish sb. [severely]; über jmdn. ~ halten od. zu ~ sitzen sit in judgement on sb.

Gericht² das; ~[e]s, ~e dish; ~e aus der Dose canned or (Brit.) tinned food sing.

gerichtlich 1 Adj. judicial; forensic (psychology, medicine); legal (proceedings); court (order); ~e Zuständigkeit [legal] jurisdiction; eine ~e Vorladung a summons from the court; ein ~es Nachspiel haben have legal consequences; die Sache wird ein ~es Nachspiel haben the matter will end up in court. 2 adv. jmdm. ~ verfolgen prosecute sb.; take sb. to court; gegen jmdn. ~ vorgehen take legal action against sb.; take sb. to court; etw. ~ bezeugen/beeiden testify/swear to sth. in court; jmdn. ~ für tot erklären pronounce sb. legally dead

Gerichts-, Gerichts- ~akte die court record; ~arzt der, ~ärztin die specialist in forensic medicine; ~ärztlich Adj. forensic [medical] (report, test, investigation); ~assessor der, ~assessorin die law student appointed as judge or court official for trial period after his/her second state examination

Gerichtsbarkeit die; ~, ~en jurisdiction; der staatlichen ~ nicht unterliegen be immune from legal proceedings by the State

gerichts-, Gerichts- ~beschluss, ~beschuß der decision of the/a court; the/a court's decision; ~bezirk der jurisdictional district; ~diener der, ~dienerin die ▶ 1591 [court] usher; ~dolmetscher der, ~dolmetscherin die court interpreter; ~entscheid der, ~entscheidung die decision of the/a court; the/a court's decision; ~ferien Pl. recess sing.; vacation sing.; ~gebäude das court house; ~herr der (hist.) [highest] judicial authority; der oberste ~herr the supreme judicial authority; ~hof der (A) Court of Justice; der Oberste/Internationale/Europäische ~hof the Supreme/International/European Court of Justice; (B) (früher: Kollegialgericht) tribunal, Court of Justice (with more than one judge); Hoher ~hof if it please the court; ~höhe die supreme legal authority; ~kosten Pl. legal costs; costs of the case; ~kundig Adj. → notorisch; ~medizin die forensic medicine no art.; ~mediziner der, ~medizinerin die specialist in forensic medicine; ~medizinisch 1 Adj. forensic [medical] (examination, report); 2 adv. etw. ~medizinisch feststellen establish sth. by forensic [medical] tests; ~notorisch Adj. (Rechtsspr.) (person, event, fact) known to the court; ~präsident der senior judge; ~referendar der, ~referendarin die law student who has passed his/her first state examination; ~reporter der, ~reporterin die legal correspondent; ~saal der courtroom; Ruhe im ~saal silence in court; ~schreiber der, ~schreiberin die clerk of the court; ~stand der (Rechtsspr.) place of jurisdiction; ~tag der court day; Mittwoch ist ~tag the court sits on Wednesdays; ~termin der (strafrechtlich) date of the/a trial; (zivil) date of the/a hearing; ~urteil das judgement [of the court]; ~verfahren das legal proceedings pl.; ein ~verfahren einleiten institute legal or court proceedings; ohne ~verfahren without trial; ~verfassung die constitution of the courts; ~verhandlung die (strafrechtlich) trial; (zivil)

hearing; ~verwaltung die administration of the courts; ~vollzieher der; ~s, ~, ~vollzieherin die; ~, ~nen bailiff; ~weg der: auf dem ~weg through the courts; by taking legal proceedings; ~weibel der; ~s, ~ (schweiz.) court usher; ~wesen das judicial system

gerieben 1 2. Part. u. reiben. 2 Adj. (ugs.) artful

Geriebenheit die; ~ (ugs.) artfulness

gerieren /gɛ'ri:rən/ refl. V. (geh.) sich als etw. ~ talk and act as if one were sth.

Geriesel das; ~s trickling; trickle; (von Schnee) gentle fall

geriffelt 1 2. Part. u. riffeln. 2 Adj. corrugated (surface, sheet metal); fluted (column); ribbed (glass)

gering /gɛ'riŋ/ 1 Adj. (A) (nicht groß, niedrig) low (temperature, pressure, price); low, small (income, fee); little (value); small (quantity, amount); short (distance, time); in ~er Entfernung a short distance away; von/in ~er Höhe low/low down; der Abstand wird ~er the gap is closing or getting smaller; um ein Geringes (veralt.) a little [bit]; (um wenig Geld) for a trifle or a mere bagatelle; (fast) nearly; almost; (B) (unbedeutend) slight; minor (role); meine ~ste Sorge the least of my worries; das Geringste the least; nicht das Geringste nothing at all; nicht im Geringsten not in the slightest or least; (C) (veralt.: niedrig stehend) humble (origin, person); kein Geringerer als ... no less a person than ...; (D) (geh.: schlecht) poor, low, inferior (quality, opinion); poor (knowledge). 2 adv. ~ von jmdm. sprechen/denken speak badly/have a low opinion of sb.; ~ achten od. schätzen +Akk. (verachten) have a low opinion of, think very little of (person, achievement); set little store by (success, riches); (missachten) disregard (warning); ruhe light of (danger); sein eigenes Leben ~ achten od. schätzen have scant regard for one's own life

\*geringachten → gering 2  
Geringsachtung die → Geringschätzung  
geringelt 1 2. Part. u. ringeln. 2 Adj. curly; (hair) in ringlets; (pattern, socks, jumper) with horizontal stripes  
geringfügig /-fy:çt/ 1 Adj. slight (difference, deviation, improvement); slight, minor (alteration, injury); small, trivial (amount); minor, trivial (detail). 2 adv. slightly  
Geringsfügigkeit die; ~, ~en (A) triviality; insignificance; eine Beschwerde wegen ~ ablehnen dismiss a complaint because of its trivial nature; (B) (Kleinigkeit) triviality; triflie; (Angelegenheit auch) trivial matter  
\*geringschätzen → gering 2  
geringschätzig /-fɛ:çt/ 1 Adj. disdainful; contemptuous; disparaging (remark). 2 adv. disdainfully; contemptuously; von jmdm. ~ sprechen speak disparagingly of sb.  
Geringschätzigkeit die; ~: disdain[fulness]; contempt[uousness]

Geringschätzung die (A) (Verachtung) disdain; contempt; (B) (Missachtung) disregard; die ~ des Lebens a scant regard for life  
geringsten-falls Adv. (geh.) at the very least  
gerinnen unr. itr. V.; mit sein (A) coagulate; (blood) coagulate, clot; (milk) curdle; → auch Blut; (B) (fig. geh.) zu etw. ~ develop into or become sth.

Gerinnsel /gɛ'ri:nz/ das; ~s, ~ (A) (Blut) clot; (B) (veralt.: Rinnsal) streamlet; rivulet  
Gerinnung die; ~, ~en coagulating; (von Blut auch) clotting; (von Milch) curdling  
gerinnungs- ~fähig Adj. coagulable; sein Blut ist nicht ~fähig his blood does not clot properly; ~hemmend Adj. anticoagulant

Gerippe das; ~s, ~ (A) skeleton; sie ist bis zum ~ abgemagert (fig.) she has lost so much weight that she is only skin and bones; (B) (fig.) framework; (von Schiffen, Gebäuden) skeleton; (Grundriss, Entwurf) outline

gerippt /gɛ'ri:pt/ Adj. ribbed (fabric, garment); fluted (glass, column); laid (paper)